



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-1 – du 5 au 18 janvier 2019

- Le gouvernement présente au Parlement un nouveau projet de Budget.
- Le gouvernement approuve les projets de loi créant un impôt sur les transactions financières et une taxe sur les géants du numérique.
- Le stock de dette des banques espagnoles auprès de la BCE a diminué de 1,73 % en 2018, pour atteindre 167,6 Md €.
- Le montant moyen des loyers a augmenté de 9,3 % en 2018, après 18,4 % en 2017.

Indicateurs macro			Marchés financiers		
				Cette semaine	Numéro précédent
Croissance PIB (t/t)	+0,6 %	T3 2018			
Croissance PIB (g.a)	+2,4 %				
Indice de Production Industrielle (g.a)	-2,6 %	11/18	IBEX 35	9 069,1	8 737,8
Dette (% du PIB)	98,3 %	T3 2018	Rendement bon à 10 ans (%)	1,343	1,515
Déficit public (% du PIB)	-1,2 %	T3 2018	Prime de risque (pp)	1,096	1,285
Exportations (g.a)	+3,8 %	10/18	Emploi		
Importations (g.a)	+5,8 %	10/18	Taux de chômage (données cvs)	15,0 %	T3 2018
Inflation sous-jacente (g.a)	+0,9 %	12/18	Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+93 400	T3 2018

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

MACROECONOMIE

Le gouvernement revoit légèrement à la baisse ses prévisions de croissance pour 2019 (+2,2 %, -0,1 p.p.), malgré les bons résultats enregistrés au T4 2018 et la diminution des prix des carburants. Le gouvernement justifie cette légère correction, publiée dans le cadre macroéconomique adossé au Budget 2019, par l'impossibilité d'augmenter les cibles de déficit budgétaire et par l'environnement extérieur moins favorable. La prévision de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 est maintenue (+2,6 %).

MARCHE DU TRAVAIL

Plus de 1,2 million de retraités espagnols sont confrontés au « risque de pauvreté » (seuil fixé à 60 % du revenu médian). Selon les dernières données d'Eurostat, 12,7 % des retraités espagnols étaient concernés en 2017. Même si ce taux augmente chaque année depuis la reprise en 2014 –alors qu'il avait baissé pendant la crise– il reste inférieur à la moyenne européenne (14,2 %). La France est le pays de l'UE avec le taux le plus faible (7 %).

FINANCES PUBLIQUES

Le gouvernement présente au Parlement un nouveau projet de Budget. La trajectoire de déficit est de -1,3 % du PIB en 2019 et -0,5 % en 2020, alors que le projet budgétaire d'octobre tablait sur -1,8% et -1,1% de déficit en 2019 et 2020 respectivement. Le gouvernement n'a pas réussi à faire modifier par le Parlement la loi de stabilité financière et budgétaire dans les délais requis. Il n'a toutefois pas changé le plafond de dépenses approuvé lors du Conseil des Ministres du 20 juillet dernier (125,1 Md € ; +4,4 % par rapport au plafond de 2018) et a préservé les mesures prévues dans le Projet de Plan Budgétaire remis à Bruxelles en octobre. Le budget prévoit une forte hausse de l'investissement public en Catalogne (+74,2 % par rapport au Budget 2018), ce qui permettrait à cette région d'être la mieux financée d'Espagne, devant l'Andalousie.

Le gouvernement approuve les projets de loi créant un impôt sur les transactions financières et une taxe sur les géants du numérique. Le Conseil des Ministres a approuvé mi-janvier les projets de loi, qui font partie du Budget présenté au



Parlement. Ces deux textes doivent désormais être examinés par les députés. Le gouvernement prévoit un recouvrement de 850 M € pour le premier impôt et de 1,2 Md € pour la taxe numérique (« taxe Google »). L'impôt sur les transactions financières (« taxe Tobin »), qui se base sur le modèle français pour minimiser les distorsions, taxera à hauteur de 0,2 % l'achat d'actions par des opérateurs du secteur financier, pour les entreprises de capitalisation boursière supérieure à 1 Md €. La taxe numérique cible quant à elle certaines activités en ligne pour les grandes entreprises multinationales (chiffre d'affaires total supérieur à 750 M €, dont au moins 3 M € en Espagne).

Le Trésor espagnol présente sa stratégie d'émissions 2019. Il prévoit d'émettre 35 Md € nets¹ sur l'année, soit 5 Md € de moins que les prévisions initiales pour 2018. Malgré un contexte marqué par la fin de l'achat de titres par la BCE, la charge financière de la dette continuerait de diminuer (cf. *Graphique 1*) grâce à des coûts marginaux d'émission inférieurs au coût de la dette totale. Le Secrétaire général du Trésor Carlos San Basilio a souligné que les coûts de la dette demeureront faibles dans les années à venir grâce à la bonne perception de la dette espagnole par les marchés et aux politiques d'augmentation de l'échéance moyenne (7,5 ans fin 2018, soit le maximum historique).

L'AIReF propose de retarder l'âge effectif de départ à la retraite et d'augmenter la période de cotisation pour calculer la pension de retraite. Selon l'Autorité indépendante de contrôle budgétaire, le déficit structurel de la Sécurité sociale espagnole serait compris entre 1,3 % et 1,5 % du PIB et les dépenses devraient augmenter d'entre +2 et +4 points de PIB d'ici 30 ans. Dans le but de renforcer la soutenabilité du système, l'Autorité recommande de retarder d'au moins un an l'âge effectif de départ à la retraite des Espagnols en 2027, et donc de le faire passer de 64,5 ans à 65,5 ans d'ici 2048². L'AIReF recommande également d'augmenter la période servant de base de calcul –fixée à 20 ans actuellement et à 25 ans à partir de 2022– jusqu'à 35 ans. Le gouvernement Sánchez a fait savoir qu'il ne s'opposait pas, sur le principe, à ces deux mesures.

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Le stock de dette des banques espagnoles auprès de la BCE a diminué de 1,73 % en 2018, pour atteindre 167,6 Md €. La dette de l'ensemble des banques de la zone euro a quant à elle atteint 733,4 Md € en 2018 (-4,19 % g.a.), dont 23% est attribuable aux banques espagnoles. Par ailleurs, le volume agrégé d'actifs espagnols acquis par la Banque d'Espagne depuis 2009 dans le cadre de ses différents programmes d'achat atteignait 338,2 Md € en décembre 2018, soit une hausse de 11,44 % par rapport à l'année précédente.

Santander se classe au 10^e rang des banques qui ont octroyé le plus de prêts aux entreprises européennes en 2018. Selon le classement Bloomberg, Santander a participé en tant que *bookrunner* (coordinateur) à 97 grandes opérations de crédit en Europe pour un volume total de 13,55 Md € (+5,5 %). Les grandes opérations auxquelles a participé Santander concernaient notamment Hochtief, filiale d'ACS, Abertis et Daimler. BBVA se place en 19^e position.

SECTEUR IMMOBILIER

Le montant moyen des loyers a augmenté de 9,3 % en 2018, après 18,4 % en 2017. Selon le portail immobilier Idealista, le rythme de croissance des loyers a significativement ralenti au cours de l'année 2018 (atteignant en moyenne 10,6 €/m²/mois), laissant s'éloigner le spectre d'une nouvelle bulle immobilière. Les prix ont notamment accusé une baisse de 0,6 % au cours du dernier trimestre. Cette modération est principalement visible à Madrid (+4,3 % g.a.) et à Barcelone (-1,0 % g.a.) qui, malgré une deuxième année consécutive de baisse, reste la ville la plus chère avec un prix moyen au m² de 17,3 €. Parmi les Communautés autonomes, la Rioja affiche la plus forte croissance (+10,5 %) alors que l'Estrémadure est la seule région qui enregistre des prix en baisse (-0,1 %).

L'investissement dans le secteur hôtelier bat un nouveau record en 2018, avec 4,9 Md € investis (+33 % g.a.). Ces investissements ont été favorisés par l'afflux de touristes (82,6 millions en 2018 selon les prévisions du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme). Ils reflètent également les OPA du fonds américain Blackstone sur la *Socimi*³ Hispania et de l'entreprise thaïlandaise Minor sur la chaîne espagnole NH. Selon le cabinet de conseil en immobilier CBRE, Barcelone aurait été quelque peu délaissée au profit de Madrid. Sur l'ensemble des investissements, 64 % correspondent à des hôtels de loisir et 36 % à des actifs urbains. 66 % des investisseurs provenaient de la sphère institutionnelle, 21 % de groupes hôteliers et 13 % du privé. Enfin, les îles Canaries concentraient 35 % des investissements en 2018, contre 20 % pour les îles Baléares et 12 % pour Madrid.

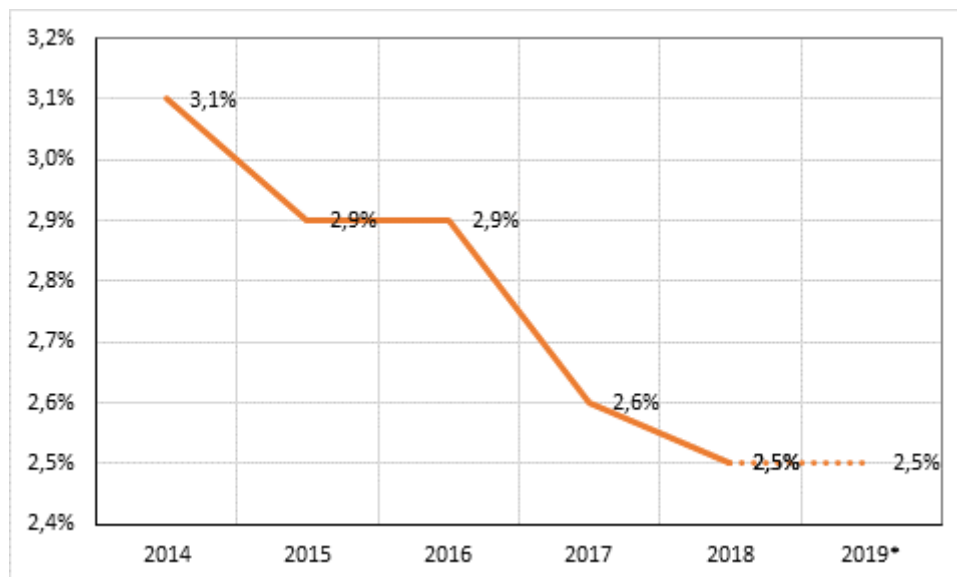
¹ En termes bruts, l'émission s'élève à 209,5 Md € (-1,6 % par rapport à 2018), dont 174,5 Md € correspondent à des échéances de dette.

² Pour rappel, l'âge légal de départ à la retraite en Espagne en 2019 est fixé à 65 ans et 8 mois, celui-ci augmentant progressivement chaque année et atteindra 67 ans en 2027.

³ Société d'investissement immobilier cotée en bourse.



Graphique 1 – Charge financière de la dette (% du PIB)



Source : Stratégie de financement du Trésor espagnol 2019

Responsable de la publication : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Tiphane Aymard, Miguel García, Pierre Pérard

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtrésor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.